



**PRINCIPALES MESURES
FISCALES CONTENUES
DANS LOI DU PAYS N°2014-18
DU 15 JUILLET 2014**

L'Assemblée de la Polynésie française a adopté la loi du pays n°2014-18 modifiant le code des impôts, publiée au *Journal Officiel de la Polynésie française* le 15 juillet 2014. La présente lettre d'information a pour objet d'en présenter la teneur.

Elle ne se substitue pas à la documentation officielle.

DUREE DE L'EXONERATION POUR LES ENTREPRISES NOUVELLES

Articles du code des impôts modifiés :

- LP. 115-3 (Impôt sur les sociétés)
- LP. 170-2-I-1° (Impôt minimum forfaitaire)
- Article 181-2 alinéa 2 (Impôt sur les transactions)

Afin que la mesure d'allongement de la durée d'exonération pour les entreprises nouvelles introduite par la loi du pays du 16 juillet 2013 s'applique au plus grand nombre, quelle que soit la durée respective des deux premiers exercices, il est précisé que l'exonération porte sur les deux premiers exercices pour une durée cumulée maximale de 24 mois plutôt que sur les deux premiers exercices d'une durée au plus égale à 12 mois.

En conséquence, **l'exonération du deuxième exercice est proratisée lorsque la durée cumulée des deux premiers exercices excède 24 mois.**

Cette clarification réglementaire concerne **l'impôt sur les sociétés, l'impôt minimum forfaitaire et l'impôt sur les transactions.**



1^{ère} application de ces mesures : sur les exercices clos à compter du 16 juillet 2014.

MODULATION DU TAUX D'AMORTISSEMENT DES IMMEUBLES ET LOGICIELS

Article du code des impôts modifié :

- LP. 118-7 (Impôt sur les sociétés)

Le taux d'amortissement des **immeubles** varie désormais de **3,33% à 8%** pour tenir compte de l'évolution des techniques de construction des immeubles dont les durées d'usage avoisinent fréquemment les 30 ans.

Le taux d'amortissement des **logiciels** est modulé **de 33,33% si la valeur est inférieure à 5.000.000 F CFP et de 10 % si la valeur est supérieure à 5.000.000 F CFP**. Il s'agit ici de rectifier une règle jugée aujourd'hui pénalisante pour nombre d'entreprises de voir un logiciel d'entreprise, d'une valeur très importante, amorti sur une seule année, tandis que cette durée n'est pas en adéquation avec celle pour laquelle des avantages économiques futurs sont attendus.



1^{ère} application de ces mesures : sur les exercices clos à compter du 16 juillet 2014.

CONDITIONS FISCALES PLUS FAVORABLES A L'ACQUISITION DE VEHICULES HYBRIDES NEUFS

Articles du code des impôts modifiés :

- LP. 322-1 et LP. 324-1 (Taxe de mise en circulation)
- LP. 340-9-I (Taxe sur la valeur ajoutée)

Désormais, les **véhicules neufs et fonctionnant partiellement au moyen de l'électricité** sont **exonérés** de **taxe de mise en circulation** (TMC) et de **taxe sur la valeur ajoutée** (TVA).

Il s'agit de permettre aux consommateurs d'accéder aux véhicules hybrides à des conditions plus favorables que celles des véhicules classiques (essence et diesel).

Restent donc soumis à TMC les véhicules hybrides d'occasion et les véhicules (neufs ou d'occasions) fonctionnant totalement au moyen de l'électricité.

L'exonération de TVA est **étendue** à la vente des éléments constitutifs, pièces détachées et accessoires qui leur sont spécifiques. Toutefois, les prestations de main d'œuvre liées à la maintenance ou à la réparation de ces véhicules restent soumises à la TVA.



1^{ère} application de ces mesures : sur les exercices clos à compter du 16 juillet 2014.

LISTE DES PRESTATIONS BENEFICIANT DU TAUX REDUIT DE TVA ELARGIE

Article du code des impôts modifié :

- LP. 342-3 (Taxe sur la valeur ajoutée)

L'acquisition de **certains bateaux de plaisance à voile et à moteur** (yachts autre qu'en kit) et les **activités de parachutisme** sont ajoutées à la liste des prestations à caractère touristique bénéficiant du **taux réduit de 5% à la taxe sur la valeur ajoutée**.



1^{ère} application de ces mesures : sur les exercices clos à compter du 16 juillet 2014.

REGIME FISCAL DES TRES PETITES ENTREPRISES (TPE)

Article du code des impôts modifié :

- LP. 368-3-II
- LP. 368-3-V

Les assujettis au régime fiscal des très petites entreprises (TPE) ont **l'obligation de déclarer** :

- le **dépassement** des seuils de **2 ou 5 millions F cfp** de chiffre d'affaires par an, **dans les 30 jours** qui suivent sa constatation, le défaut de déclaration dans ce délai entraîne l'application de majoration prévue à l'article 511-4 du code des impôts ;
- **l'abaissement** en deçà du seuil de **2 millions F cfp** de chiffre d'affaires par an, **avant le 31 mars de l'année suivante**. A défaut, le tarif de 45.000 F cfp reste applicable de droit l'année suivant la baisse.

Les **modalités de sortie du régime du TPE** sont également précisées :

- lorsque le contribuable au TPE réalise un **chiffre d'affaires supérieur à 7,5 millions F cfp**, il est exclu du TPE pour l'année du dépassement et **relève de l'impôt sur les transactions (IT)** ;
- lorsque le contribuable au TPE réalise un **chiffre d'affaires compris entre 5 millions et 7,5 millions** :
 - **soit il déclare** spontanément le dépassement et **reste au TPE** l'année du dépassement ;
 - **soit il n'a pas répondu** dans les 30 jours à une demande de renseignement ou il n'a pas déclaré spontanément le dépassement, et **bascule à l'IT l'année du dépassement**.



1^{ère} application de ces mesures : immédiatement.

INCITATIONS FISCALES A L'INVESTISSEMENT (IFI)

Article du code des impôts modifié :

- LP. 912-1
- LP. 921-1 à LP. 921-6
- LP. 941-2

Le **secteur du logement est supprimé** des dispositifs d'incitation fiscale à l'investissement.



1^{ère} application : nouvelles demandes d'agrément déposées mais non agréées au **15/07/2014** lesquelles restent gouvernées par les dispositions en vigueur à la date du dépôt de la demande d'agrément au secrétariat de la commission consultative des agréments fiscaux.

MESURE FISCALE EXCEPTIONNELLE EN MATIERE DE REDUTION DE CST-S

La loi du pays n° 2014-2 du 20 janvier 2014 et l'avenant n° 17 à la convention collective du 10 mai 1968 prévoient un **dispositif de départ volontaire** pour les agents fonctionnaires et les agents non fonctionnaires de l'administration (ANFA) de la Polynésie française.

Afin d'en **renforcer le caractère incitatif**, il est instauré une **réduction d'impôt** sur le montant de la contribution de solidarité territoriale sur les traitements, salaires, pensions, rentes viagères et indemnités diverses **(CST-S)** due par les **bénéficiaires de la prime**. Désormais :

1. le montant total de l'indemnité forfaitaire est d'abord divisé en vingt fractions ;
2. le montant de la fraction obtenue par application du 1 se voit ensuite appliquer le barème prévu, par les dispositions en vigueur, pour le calcul de la contribution de solidarité territoriale correspondant à un même montant ;
3. le montant total de la contribution due est égal à vingt fois le montant de la somme obtenue par application du 2.

Sont également concernés par ce dispositif de fractionnement exceptionnel de l'indemnité forfaitaire de départ volontaire pour le calcul de la CST-S, les personnels relevant des conventions collectives des **gens de mer cotisant à l'établissement national des invalides de la marine de la flottille administrative de la direction de l'équipement** (officiers et subalternes).



Entrée en vigueur : à compter de l'entrée en vigueur des dispositions réglementaires relatives à l'incitation au départ volontaire.

POUR JOINDRE LA DIRECTION DES IMPOTS ET DES CONTRIBUTIONS PUBLIQUES

Direction des impôts et des contributions publiques

BP 80 Papeete - 98713 Tahiti

11 rue du Commandant Destremau - Enceinte de Vaïami

Tél. 40 46 13 87

Télécopie : 40 46 13 00

Site Internet : www.impot-polynesie.gov.pf

Courriel : directiondesimpots@dicp.gov.pf

Division du recouvrement - Recette des impôts

BP 72 Papeete - 98713 Tahiti

11 rue du Commandant Destremau

Tél. 40 46 13 56

Télécopie : 40 46 13 03

(paiement de la TVA et de la CST salariés, timbres fiscaux, taxe de mise en circulation...)

Division de la gestion fiscale

BP 80 Papeete - 98713 Tahiti

11 rue du Commandant Destremau

Tél. 40 46 13 13

Télécopie : 40 46 13 01

(gestion de la patente, de la TVA, de l'impôt sur les transactions, de l'impôt sur les sociétés, de l'IRCM, de la taxe sur les activités d'assurance..., de l'impôt foncier, de la CST sur les revenus multiples, de l'impôt sur les transactions des entreprises perlières, de la CST agricole...)

Division du contrôle fiscal

BP 80 Papeete - 98713 Tahiti

(11 rue du Commandant Destremau - enceinte de Vaïami)

Tél. Standard : 40 46 14 14

Télécopie : 40 46 14 00

Département Législation et contentieux

BP 80 Papeete - 98713 Tahiti

11 rue du Commandant Destremau - enceinte de Vaïami)

Tél. 46 13 31

Télécopie : 46 13 00

Division de la gestion fiscale - Section déconcentrée des Iles Sous le Vent - Antenne de Uturoa - RAIATEA

BP 877 - 98 735 Uturoa

Tel. Standard : 40 60 22 00

Télécopie : 40 66 31 71

NOTES



Direction des impôts et des contributions publiques

BP 80 Papeete - 98713 Tahiti
11 rue du Commandant Destremau
Bâtiment administratif A1-A2 & Site de Vaiani
Tél : 40 46 13 13 - Fax : 40 46 13 01
Email : directiondesimpots@dicp.gov.pf
www.impot-polynesie.gov.pf

Edition du 15 juillet 2014

Cette lettre d'information ne se substitue pas à la documentation officielle.